

TRAPs

MANIFESTE : Manifestation contre le WPATH - Pour l'autonomie corporelle trans et les solidarités transféministes

CONTEXTE

En 1989, ACT UP et ses organisations soeurs canadiennes, AIDS Action Now! et Réaction-SIDA, défoncèrent les portes de la 5e conférence sur le SIDA à Montréal. La conférence, réservée à une élite scientifique et médicale, traitait des vies affectées par le VIH/SIDA comme de guère statistiques. Plus de 300 manifestant.e.s entrèrent au Palais des congrès avec des pancartes «Silence = Death». La manifestation força une prise de responsabilité des leaders et scientifiques sur place, mais surtout une prise de position contre la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH et leur organisation politique. Ce fut un événement marquant des luttes contre le VIH/SIDA.

Cette semaine, l'histoire se répétera à Montréal lors du 27e congrès du WPATH. Le «World Professional Association for Transgender Health» continue une tradition infantilissante et stigmatisante en érigeant un congrès sur la santé des personnes trans peuplé de médecins, psychiatres et autres spécialistes éloignés de nos réalités matérielles, qui viendront discuter et décider en notre nom de nos besoins en santé. Non seulement WPATH statue sur les bonnes procédures chirurgicales pour les opérations d'affirmation de genre, mais prend également voix sur les droits et les bonnes pratiques juridico-médicales concernant la transition.

Nous demandons que cette approche paternaliste prenne fin et que le WPATH reconnaisse l'autonomie politique des communautés bispirituelles, trans, et non-binaires et en particulier des personnes affectées par la transmisogynie vivant à l'intersection d'oppressions systémiques. Nous dénonçons l'ineptie du WPATH et des institutions gouvernementales, et nous prononçons en solidarité avec nos organisations soeurs grandissantes à l'international.

CONSTATS

Nous souhaitons de prime à bord reconnaître le privilège de certaines personnes transféminines (nous utilisons ici ce terme pour désigner toute personne affectée par la transmisogynie) à exister et vivre ouvertement sur ces territoires volés et non cédés communément connus comme le Canada. Nous reconnaissons que la violence coloniale, impériale, patriarcale et transmisogyne de la suprématie blanche continue de frapper ici et ailleurs et la tenue d'un soi-disant congrès mondial dans de telles conditions est inacceptable et inadmissible. Bien que nous constatons que plusieurs communautés de la pluralité de genre non affectée par la transmisogynie vivent des problématiques parfois similaires, nous souhaitons, en tant que groupe non mixte, mettre l'accent sur nos vécus, trop souvent invisibilisés.

Au Québec, la RAMQ est tenue de rembourser aux résident.e.s et citoyen.ne.s les soins de santé jugés nécessaires. En ce qui concerne les soins transaffirmatifs, cette logique suit en grande partie les Standards de soin produit par le WPATH. La définition du gouvernement de ce qui est nécessaire plutôt qu'optionnel témoigne d'une

ignorance (ou pire, d'une apathie) envers les réalités transféminines. Alors que la RAMQ couvre la majorité des soins offerts aux personnes transmasculines, bien des soins importants au bien-être, voire à la survie des personnes transféminines, notamment l'épilation au laser ou la féminisation faciale, sont considérés comme superficiels et ne bénéficient pas de la couverture d'assurances.

Pour les personnes transféminines, les soins s'en tiennent au minimum, les doses sont standard et les coûts exorbitants. La convalescence et les séances de psy sont toutes payées de nos poches. Nous nous retrouvons contraintes de fréquenter des thérapeutes pour avoir accès à des soins qui devraient être dispensés sur la base du consentement éclairé. Alors même que nous nous voyons forc.e.s à subir ces évaluations psychologiques, nous souffrons d'une absence chronique de ressources adaptées en soutien psychologique et en intervention sociale.

Obligées de financer nous-mêmes nos soins, trop d'entre nous dépendent d'emplois sous-payés, du travail du sexe ou de nos relations avec notre famille - si celle-ci est en mesure de nous aider. À cette précarité financière s'ajoutent le rejet chronique des personnes transféminines des organismes, des groupes de recherche et d'usager.ère.s, et d'autres milieux de travail, entraînant une invisibilisation constante de nos réalités et besoins matériels.

Nous remarquons un évitement éloquent à nommer les personnes transféminines lorsque celles-ci sont les plus impactées par des décisions politiques, sociales ou économiques. Par exemple, la discussion entourant le droit ou non aux bloqueurs de puberté mentionne rarement l'impact désastreux que la puberté endogène a sur la sécurité des personnes transféminines dans les espaces genrés, et ce, tout au long de leur vie. Fait documenté dans certains sports, celles n'ayant pas eu accès aux bloqueurs de puberté en bas âge perdent en permanence leur droit de compétitionner comme femmes. Le manque d'accès aux bloqueurs de puberté aura un impact particulièrement important pouvant seulement être pallié, si possible, par des interventions chirurgicales que nous devons payer de nos poches.

L'entêtement moraliste et patriarcal des médecins, des scientifiques et de l'État à réguler nos corps occasionne des violences inacceptables, parfois mortelles. Le poids financier de la transition, l'absence de leadership transféministe dans les milieux communautaires et hospitaliers, le sous-financement des rares ressources pour les personnes transféminines et la discrimination extrême en emploi nous place en situation précaire. Nos propriétaires, nos colocs, nos conjoint.e.s, nos parents et nos patron.ne.s sont autant de personnes qui exercent un droit de veto sur notre accès au logement et à la sécurité matérielle. Les travailleuses du sexe, les personnes autochtones, les personnes racisées et les personnes migrantes doivent en plus composer avec la police, les institutions carcérales, et d'innombrables violences institutionnelles qui font obstacle à la sécurité, au bien-être et à la mobilité sociale.



MANIFESTE : Manifestation contre le WPATH - Pour l'autonomie corporelle trans et les solidarités transfémministes

DEMANDES

Nous exigeons que le WPATH, le gouvernement et toutes autres instances agissant auprès des communautés LGBTQIA2+ prennent position et agissent pour:

- La reconnaissance de l'autonomie politique, culturelle et sociale des cercles LGBTQIA2+ des communautés autochtones, ainsi que la reconnaissance et le soutien pour le Plan d'action national pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées;
- La collaboration réelle, transparente et non négociable des communautés bispirituelles, trans, et non-binaires dans la recherche scientifique et l'établissement de protocoles médicaux, en gardant une priorité sur la représentation des différentes intersectionnalités;
- Le développement de partenariat d'égal.e.s à égal.e.s en recherche scientifique, incluant la rémunération appropriée des activistes trans impliquées dans le travail de recherche et assurant une diversité basée la compétence acquise plutôt que seuls les diplômés universitaires, qui demeurent inaccessibles pour la plupart des personnes transfémmines;
- L'adoption de standards de soins libres de barrières psychomédicales et entièrement fondés sur l'autonomie corporelle et le consentement éclairé;
- L'intégration des soins transaffirmatifs à la médecine de famille;
- La gratuité de tous les soins transaffirmatifs, incluant la psychothérapie, l'épilation laser ou par électrolyse, l'orthophonie, les chirurgies d'augmentation mammaire, les chirurgies du visage et tous les modes d'administration d'hormones (injections, timbres transdermiques, comprimés, etc.);
- La fin du délai d'accès à la RAMQ pour les personnes migrantes et/ou sans-papiers et la promotion d'une couverture médicale universelle pour les personnes des communautés LGBTQIA2+ sans regard au statut d'immigration;
- La fin de la remise en question des personnes LGBTQIA2+ demandant le statut de réfugié.e, peu importe leur nationalité;
- La décriminalisation du travail du sexe;
- Le développement de plans municipaux, régionaux et nationaux favorisant l'accès au marché du travail pour les communautés affectées par la transmisogynie, comme cela a été fait en Argentine;
- La reconnaissance des transfémminicides comme une crise humanitaire d'ordre international.

APPEL

Nous savons que le WPATH et ses membres priorisent leur gros salaires avant la solidarité et le support réel des communautés aussi marginalisées que les nôtres. Nous avons assez de négocier notre existence devant des médecins, des scientifiques et l'État, étant dans un rapport de force impossible qui nous offre malheureusement peu d'options. Notre existence va au-delà des droits et permissions qui nous sont donnés. La montée du fascisme et d'États néolibéralistes ne jouera jamais en notre faveur. Nous appelons donc à la solidarité, à l'ouverture d'espaces par et pour nos consoeurs. Suffit les pseudos allié.e.s qui marchent main dans la main avec les TERFs et les transmisogynes de ce monde. Votre pseudo-ouverture est démasquée pour ce qu'elle est: une volonté de garder le contrôle sur nos vies et nos corps.

Des collectifs transfémministes de raver.euse.s de care et de réductions des méfaits en Allemagne, en passant par le mouvement luttant contre les transfémminicides en Amérique du Sud et les groupes de support clandestins pour femmes trans en Afrique de l'Ouest, aux réseaux d'hormonothérapie clandestins, notre volonté à vivre et à nous épanouir dépasse les cadres du système.

Nous appelons aux communautés transfémmines à s'organiser de manière autonome, à oser être. Nous ne serons jamais assez silencieuses, ni assez mortes pour les transmisogynes de ce monde pour qui nous serons à la fois trop femmes et pas assez. Nous disons donc : « Soyons toute! »

- Le TRAPs

TRAPs_mtl@riseup.net
linktr.ee/traps_mtl

TRAPs

MANIFESTO: Demonstration against the WPATH - For trans bodily autonomy and transfeminist solidarity

CONTEXT

In 1989, ACT UP and its Canadian sister organizations, AIDS Action Now! and Réaction-SIDA, stormed into the 5th AIDS Conference in Montreal. Reserved to a scientific and medical elite, the conference treated the lives of those affected by HIV/AIDS as mere statistics. More than 300 demonstrators entered the Palais des Congrès with “Silence = Death” signs. The demonstration forced local leaders and scientists to take responsibility, but above all to take a stand against discrimination towards people living with HIV and their political organization. It was a landmark event in the fight against HIV/AIDS.

This week, history will repeat itself in Montreal at the 27th WPATH Symposium. The “World Professional Association for Transgender Health” continues an infantilizing and stigmatizing tradition by organizing exclusive conferences around trans health for doctors, psychiatrists and other specialists far removed from our material realities, willing to discuss and decide on our behalf about our health needs. WPATH not only adjudicates on the correct surgical procedures for gender affirmation operations, but also takes a stand on the rights and legal-medical good practices regarding transition.

We demand that this paternalistic approach ceases and that the WPATH recognizes the political autonomy of two-spirit, trans, and non-binary communities, and in particular of those affected by transmisogyny, living at the intersection of systemic oppressions. We denounce the ineptitude of WPATH and government institutions, and speak out in solidarity with our international sister organizations.

KEY POINTS

We wish from the outset to recognize the privilege of certain transfeminine people (we use this term here to designate anyone affected by transmisogyny) to exist and live openly in these stolen and unceded territories commonly known as Canada. We recognize that the colonial, imperial, patriarchal and transmisogynist violence of white supremacy continues to strike here and elsewhere and the holding of a so-called world symposium under such conditions is unacceptable and inadmissible. Although we note that several communities of the plurality of gender not affected by transmisogyny experience sometimes similar problems, we wish, as a non-mixed group, to emphasize our experiences which are too often invisible.

In Quebec, the RAMQ is required to reimburse residents and citizens for health care deemed necessary. In regard to transaffirmative care, this logic largely follows the Standards of Care produced by the WPATH. The government’s definition of what is necessary rather than optional shows ignorance (or worse, apathy) towards transfeminine realities. While the RAMQ covers the majority of procedures offered to transmasculine people, many procedures important to the well-being and even survival of transfeminine people, such as laser hair removal or facial feminization, are considered superficial and do not benefit insurance coverage.

For transfeminine people, care is kept to a minimum, doses are standard, and costs are exorbitant. Recovery and therapy sessions are all paid for out of pocket. We find ourselves forced to visit therapists to access care that should be provided on the basis of informed consent, while suffering from a chronic lack of appropriate resources in psychological support and social intervention.

Having to fund our own healthcare, too many of us depend on low-paying jobs, sex work, or our relationships with our family – if they are able to help us. Added to this precarity is the chronic rejection of transfeminine people from organizations, research and user groups, and other workplaces, leading to a constant invisibilization of our realities and material needs.

We notice an eloquent avoidance of naming transfeminine people when we are most impacted by political, social, or economic decisions. For example, the discussion surrounding access to puberty blockers rarely mentions the disastrous impact that endogenous puberty has on the safety of transfeminine people in gendered spaces throughout their lives. Documented fact in some sports, those who did not have access to puberty blockers at an early age permanently lose their right to compete as women. The lack of access to puberty blockers will have a particularly big impact that can only be overcome, if possible, by surgeries that we will have to pay for out of pocket.

The moralistic and patriarchal stubbornness of doctors, scientists and the State to regulate our bodies causes unacceptable, sometimes fatal violence. The financial burden of transition, the absence of transfeminist leadership in community and hospital settings, the underfunding of scarce resources for transfeminine people, and extreme discrimination in employment place us in a precarious situation. Our landlords, roommates, spouses, parents, and bosses are all people who exercise veto power over our access to housing and material security. Sex workers, indigenous people, people of color and migrants must additionally deal with the police, prison institutions, and countless institutional violence that impede safety, well-being, and social mobility.



MANIFESTO: Demonstration against the WPATH - For trans bodily autonomy and transfeminist solidarity

DEMANDS

We demand that WPATH, the government and all other bodies acting with LGBTQIA2+ communities take a stand and act for:

- Recognition of the political, cultural and social autonomy of LGBTQIA2+ circles in Indigenous communities, as well as recognition and support for the National Action Plan for Missing and Murdered Indigenous Women, Girls, and 2SLGBTQQIA+ People;
- Real, transparent and non-negotiable collaboration with two-spirit, trans, and non-binary communities in scientific research and the establishment of medical protocols, keeping a priority on the representation of different intersectionalities;
- Development of egalitarian partnerships in scientific research, including the appropriate remuneration of trans activists involved in research work and ensuring diversity based on acquired skills rather than higher education, which remain inaccessible to most transfeminine people;
- Adoption of Standards of Care free of psychomedical barriers and entirely based on bodily autonomy and informed consent;
- Integrating transaffirmative care into family medicine;
- Free access to all transaffirmative care, including psychotherapy, laser or electrolysis hair removal, speech therapy, breast augmentation surgery, facial surgery and all forms of hormone administration (injections, patches, tablets, etc.);
- Ending RAMQ delays for migrants and/or undocumented immigrants and the promotion of universal medical coverage for people from LGBTQIA2+ communities regardless of immigration status;
- Ending invasive questioning of LGBTQIA2+ people applying for refugee status, regardless of their nationality;
- Decriminalization of sex work;
- Development of municipal, regional and national employment access plans for communities affected by transmisogyny, as has been done in Argentina;
- Recognition of transfemicides as an international humanitarian crisis.

CALL TO ACTION

We know that the WPATH and its members prioritize their big salaries over solidarity and real support of communities as marginalized as ours. We have had enough of negotiating our existence in front of doctors, scientists, and the State, placing ourselves in impossible power dynamics that leave us few options. Our existence goes beyond the rights and permissions given to us. The rise of fascism and neo-liberal states will never work in our favour. We therefore call for solidarity, for the opening of spaces by and for our sisters. Enough pseudo allies who walk hand in hand with the TERFs and transmisogynists of this world. Your pseudo-openness is unmasked for what it is: a desire to maintain control over our lives and our bodies.

From transfeminist and harm reduction collectives of care for rave-goers in Germany, to the movement against trans-femicide in South America, to underground support groups for trans women in West Africa, and to underground hormone therapy networks, our will to live and flourish goes far beyond the system.

We call for transfeminine communities to organize autonomously, to dare to be. We will never be silent enough, nor dead enough for the transmisogynists of this world for whom we will be both too women and not enough. To this we say: "Let's be all!"

- TRAPs

TRAPs_mtl@riseup.net
linktr.ee/traps_mtl